

## **Le G8 a les moyens de lutter contre la pauvreté, c'est une question de volonté politique**

**L'ampleur des mesures prises pour faire face à la crise financière met en cause la volonté réelle des dirigeants du G8 de lutter efficacement contre la pauvreté. Elle démontre qu'il n'est question que de volonté politique pour agir efficacement sur les problèmes mondiaux.**

**Paris, 3 juillet 2008** - Face à la crise financière, les dirigeants du G8 ont dépensé mille milliards de dollars en six mois pour sauver leurs banques, prouvant ainsi qu'ils étaient capables d'agir rapidement et efficacement pour trouver des fonds. Ils pourraient venir en aide aux 290 millions de personnes touchées de plein fouet par la crise alimentaire s'ils fournissaient 2 centimes de dollars supplémentaires pour chaque dollar qu'ils ont dépensé pour soutenir le secteur bancaire, affirme Oxfam International.

« Tout n'est finalement qu'une question de volonté politique, » observe Jeremy Hobbs, directeur général d'Oxfam International. « Nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise alimentaire mondiale qui condamne des dizaines de millions de personnes. Une partie infime des montants que les dirigeants des pays riches ont dépensés pour le secteur financier suffirait à sauver de nombreuses vies. **Le G8 doit maintenant mettre sa capacité à s'engager et à agir dans l'urgence au service de la lutte contre la pauvreté.** »

Les dirigeants du G8 seront réunis au Japon du 7 au 9 juillet pour leur sommet annuel. Oxfam International s'inquiète de ce qu'ils pourraient revenir sur leurs engagements financiers en faveur de la lutte contre la pauvreté, voire y renoncer totalement<sup>1</sup>. Dans son rapport « Crise de crédibilité : alimentation, pauvreté et changement climatique », **Oxfam International propose un agenda pour le G8 afin qu'il prenne des mesures urgentes et fortes pour s'attaquer à la pauvreté.**

« Face aux crises économique, alimentaire et climatique actuelles, il serait scandaleux que le G8 revienne sur ses promesses et trahisse ainsi les populations les plus vulnérables », s'insurge Jeremy Hobbs. « Nous appelons les dirigeants du G8 à réaffirmer leurs engagements en matière d'aide au développement et à entreprendre des actions décisives pour aider les plus démunis à faire face à la hausse des prix alimentaires et aux conséquences du changement climatique. Il est essentiel que le G8 s'attaque aux causes structurelles de ces problèmes. »

Alors que s'ouvre la présidence française de l'Union européenne, la France a un rôle particulièrement important en matière de lutte contre la pauvreté. Il est donc très inquiétant que l'aide au développement de la France ait chuté à 0,39% du RNB en 2007 et que Nicolas Sarkozy ait repoussé à 2015 l'échéance pour atteindre les 0,7 %.

« La France avait joué un rôle central en 2005 dans les décisions du G8 d'augmenter l'aide de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010 et d'annuler la dette de nombreux pays en développement. **Les décisions de Nicolas Sarkozy en matière d'aide publique au développement auront donc un impact décisif** sur les autres nations et risquent de les inciter à repousser ou à abandonner leurs propres engagements », explique Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France – Agir ici.

**CONTACT PRESSE : Aldine FURIO / [afurio@oxfamfrance.org](mailto:afurio@oxfamfrance.org) / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30**

<sup>1</sup> Voir article du Financial Times : [http://www.ft.com/cms/s/0/0fb143bc-460b-11dd-9009-0000779fd2ac.html?nclink\\_check=1](http://www.ft.com/cms/s/0/0fb143bc-460b-11dd-9009-0000779fd2ac.html?nclink_check=1)

## NOTE AUX REDACTIONS

- **En direct du G8** : Luc Lamprière, directeur d'Oxfam France – Agir ici, se rendra à Hokkaïdo du 5 au 11 juillet à l'occasion du sommet du G8 et sera reçu par Nicolas Sarkozy le vendredi 4 juillet, dans le cadre d'une réunion préparatoire au sommet du G8.
- **Le rapport « Crise de crédibilité : alimentation, pauvreté et changement climatique »** propose les mesures suivantes pour le G8 :
  - ⇒ Pour que la nourriture ne soit plus transformée en carburant et qu'un réel soutien soit apporté aux paysans pauvres, il faut s'abstenir de fixer de nouveaux objectifs en matière d'**agrocarburants**, repenser les objectifs existants de façon urgente et supprimer les subsides ou exemptions fiscales qui sont des incitatifs à la transformation de la production agricole. Oxfam International estime que 14,5 milliards de dollars sont nécessaires pour adapter la fourniture d'aide d'urgence à au moins 290 millions de personnes menacées par la hausse des prix alimentaires. Un plan à long terme doit aussi impérativement être élaboré pour parvenir à un **investissement massif dans les systèmes agricoles** des pays du Sud. La question de savoir si les 6 milliards de dollars promis au sommet de Rome constitue un montant nouveau ou sont à déduire des engagements existants est également à éclaircir. L'étalement dans le temps de la fourniture de cette aide doit aussi être précisée.
  - ⇒ Le Japon, la France et l'Allemagne doivent élever leurs dépenses en matière d'**aide au développement** à 0.7% de leur revenu national brut. En 2005, les pays riches ont promis une augmentation de l'aide de 50 milliards de dollars sur base annuelle jusque 2010. Depuis lors, cette promesse n'a pas été respectée, l'augmentation de l'aide plafonnant à 30 milliards de dollars. Les pays riches doivent améliorer la qualité de leur aide et accepter d'en confier le suivi aux Nations unies.
  - ⇒ Les fonds débloqués doivent permettre de fournir des **services publics de qualité** (santé, éducation, eau, hygiène) dans les pays du Sud. Les pays membres du G8 devraient soutenir des plans pour engager 4,25 millions de travailleurs de la santé qui sont d'importance vitale dans la lutte contre la pauvreté.
  - ⇒ Une action urgente doit être entreprise pour réduire les émissions nocives afin de minimiser les impacts du **changement climatique**. Les pays du G8 doivent montrer l'exemple aux autres pays riches en commençant à réduire leurs émissions de CO2 d'année en année avant 2015. Des fonds permettant aux pays pauvres de s'adapter aux impacts du changement climatique doivent s'ajouter, sous la forme de dons, à l'aide existante. L'argent doit être mis à la disposition du fonds des Nations unies pour pouvoir être distribué de façon optimale.

### **Pour télécharger le rapport :**

- ⇒ version intégrale en anglais :  
[http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport\\_oi\\_g8\\_credibility-crunch\\_130608\\_en.pdf](http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport_oi_g8_credibility-crunch_130608_en.pdf)
- ⇒ résumé en français : [http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport\\_oi\\_g8\\_credibility-crunch\\_130608\\_fr\\_resume.pdf](http://www.oxfamfrance.org/pdf/rapport_oi_g8_credibility-crunch_130608_fr_resume.pdf)